

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 1904

[C — 2007/11238]

10 MAI 2007. — Loi relative aux aspects civils de la protection
des droits de propriété intellectuelle (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition introductive*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Elle a pour objet notamment de transposer en droit belge la directive 2004/48/CE du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle.

CHAPITRE II. — *Modifications apportées à la loi du 28 mars 1984
sur les brevets d'invention*

Art. 2. L'article 52 de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 52. § 1^{er}. Constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur, toute atteinte portée aux droits du titulaire visés à l'article 27.

Si l'objet du brevet est un procédé permettant d'obtenir un produit nouveau, tout produit identique fabriqué par une personne autre que le titulaire du brevet est, jusqu'à preuve contraire, considéré comme obtenu par ce procédé. Dans la production de la preuve contraire sont pris en considération les intérêts légitimes du défendeur pour la protection de ses secrets de fabrication ou d'affaires.

§ 2. Le titulaire ou l'usufruitier d'un brevet sont habilités à agir en contrefaçon.

Toutefois, le bénéficiaire d'une licence obligatoire octroyée en application de l'article 31, § 1^{er}, 1^o, peut agir en contrefaçon si, après mise en demeure, le titulaire ou l'usufruitier du brevet n'engagent pas une telle action.

Sauf disposition contraire du contrat de licence, l'alinéa précédent est également applicable au bénéficiaire d'une licence exclusive.

Tout licencié est recevable à intervenir dans l'instance en contrefaçon engagée par le titulaire ou l'usufruitier du brevet afin d'obtenir la réparation du préjudice qui lui est propre.

§ 3. L'action en contrefaçon ne peut être intentée qu'à partir de la date à laquelle le brevet est mis à la disposition du public et uniquement pour des actes de contrefaçon commis à partir de cette date.

§ 4. Sans préjudice du § 6, la partie lésée a droit à la réparation de tout préjudice qu'elle subit du fait de la contrefaçon.

§ 5. Lorsque l'étendue du préjudice ne peut être déterminée d'aucune autre manière, le juge peut de manière raisonnable et équitable fixer un montant forfaitaire, à titre de dommages et intérêts.

Le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la délivrance à la partie demanderesse des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si la valeur de ces biens, matériaux et instruments dépasse l'étendue du dommage réel, le juge fixe la somme à payer par le demandeur.

En cas de mauvaise foi, le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la cession de tout ou partie du bénéfice réalisé à la suite de l'atteinte, ainsi qu'en reddition de compte à cet égard. Seuls les frais directement liés aux activités de contrefaçon concernées sont portés en déduction pour déterminer le bénéfice à céder.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 1904

[C — 2007/11238]

10 MEI 2007. — Wet betreffende de burgerrechtelijke aspecten
van de bescherming van intellectuele eigendomsrechten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Hij strekt er onder meer toe richtlijn 2004/48/EG van 29 april 2004 betreffende de handhaving van intellectuele eigendomsrechten om te zetten in Belgisch recht.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aangebracht aan de wet van 28 maart 1984
op de uitvindingsoctrooien*

Art. 2. Artikel 52 van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien wordt vervangen als volgt :

« Art. 52. § 1. Wordt beschouwd als namaak waarvoor de dader verantwoordelijk geacht wordt, elke schending van de in het artikel 27 omschreven rechten van de octrooihouder.

Indien een octrooi betrekking heeft op een werkwijze tot vervaardiging van een nieuw voortbrengsel, wordt zulk een voortbrengsel dat door een ander dan de octrooihouder is vervaardigd, behoudens tegenbewijs, geacht met toepassing van de geoctrooieerde werkwijze te zijn vervaardigd. Bij het leveren van het tegenbewijs wordt rekening gehouden met het gerechtvaardigd belang dat de verweerder heeft bij de bescherming van zijn fabricage- en bedrijfsgeheimen.

§ 2. De houder of de vruchtgebruiker van een octrooi kan een vordering inzake namaak instellen.

Nochtans mag de houder van een gedwongen licentie toegekend bij toepassing van artikel 31, § 1, 1^o, een vordering inzake namaak instellen indien, na ingebreke gesteld te zijn de houder of de vruchtgebruiker van het octrooi dergelijke vordering niet instelt.

Behoudens andersluidende bepaling in de licentieovereenkomst, is de bepaling van het voorgaande lid eveneens toepasselijk op de houder van een exclusieve licentie.

Iedere licentiehouder mag tussenbeide komen in een vordering inzake namaak ingediend door de houder of de vruchtgebruiker van het octrooi teneinde vergoed te worden voor de door hemzelf geleden schade.

§ 3. De vordering inzake namaak kan maar ingesteld worden vanaf de dag dat het octrooi ter inzage gelegd is van het publiek en alleen voor handelingen van inbreuk begaan sedert deze datum.

§ 4. Onverminderd § 6, heeft de benadeelde recht op de vergoeding van elke schade die hij door de namaak lijdt.

§ 5. Wanneer de omvang van de schade op geen andere wijze kan bepaald worden, kan de rechter de schadevergoeding in redelijkheid en billijkheid vaststellen op een forfaitair bedrag.

De rechter kan bij wijze van schadevergoeding de afgifte bevelen aan de eiser van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt, en die nog in het bezit van de verweerder zijn. Indien de waarde van die goederen, materialen en werktuigen de omvang van de werkelijke schade overschrijdt, bepaalt de rechter de door de eiser te betalen opleg.

In geval van kwade trouw kan de rechter bij wijze van schadevergoeding de afdracht bevelen van het geheel of een deel van de ten gevolge van de inbreuk genoten winst alsmede tot het afleggen van rekening en verantwoording dienaangaande. Bij het bepalen van de af te dragen winst worden enkel de kosten in mindering gebracht die rechtstreeks verbonden zijn aan de betrokken inbreukactiviteiten.

§ 6. En cas de mauvaise foi, le juge peut prononcer au profit du demandeur la confiscation des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si les biens, matériaux et instruments ne sont plus en possession du défendeur, le juge peut allouer une somme égale au prix reçu pour les biens, matériaux et instruments cédés. La confiscation ainsi prononcée absorbe, à concurrence de la valeur de la confiscation, les dommages et intérêts. »

Art. 3. L'article 53 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 53. § 1^{er}. Lorsque le juge constate une atteinte à un droit visé à l'article 27, il ordonne la cessation de celle-ci à tout auteur de l'atteinte.

Le juge peut également rendre une injonction de cessation à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte à un droit visé à l'article 27.

§ 2. Sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus à la partie lésée en raison de l'atteinte et sans dédommagement d'aucune sorte, le juge peut ordonner à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon le rappel des circuits commerciaux, la mise à l'écart définitive des circuits commerciaux ou la destruction des biens contrefaisants ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens.

Ces mesures sont mises en œuvre aux frais du contrevenant, à moins que des raisons particulières ne s'y opposent.

Lors de l'appréciation d'une demande visée à l'alinéa 1^{er}, il sera tenu compte de la proportionnalité entre la gravité de l'atteinte et les mesures correctives ordonnées, ainsi que des intérêts des tiers.

§ 3. Lorsque dans le cadre d'une procédure, le juge constate une atteinte, il peut ordonner, à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon, à l'auteur de l'atteinte de fournir à la partie qui introduit cette action toutes les informations dont il dispose concernant l'origine et les réseaux de distribution des biens ou services contrefaisants et de lui communiquer toutes les données s'y rapportant, pour autant qu'il s'agisse d'une mesure justifiée et proportionnée.

Une même injonction peut être faite à la personne qui a été trouvée en possession des biens contrefaisants à l'échelle commerciale, qui a été trouvée en train d'utiliser des services contrefaisants à l'échelle commerciale ou qui a été trouvée en train de fournir, à l'échelle commerciale, des services utilisés dans des activités contrefaisantes.

§ 4. Le juge peut prescrire l'affichage de sa décision ou du résumé qu'il en rédige, pendant le délai qu'il détermine, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des établissements du contrevenant et ordonner la publication de son jugement ou du résumé par la voie de journaux ou de toute autre manière, le tout aux frais du contrevenant. »

CHAPITRE III. — Modifications apportées à la loi du 20 mai 1975 sur la protection des obtentions végétales

Art. 4. L'intitulé du Chapitre V de la loi du 20 mai 1975 sur la protection des obtentions végétales est remplacé comme suit :

« Chapitre V. - Respect des droits »

Art. 5. L'article 35 de la loi du 20 mai 1975 sur la protection des obtentions végétales est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. § 1^{er}. Constitue une contrefaçon, toute violation des droits du titulaire du certificat d'obtention décrits aux articles 21 et 22, alinéa 2.

§ 2. Une action en contrefaçon peut être introduite après la délivrance du certificat d'obtention.

Par dérogation à la disposition de l'alinéa précédent, l'action en cessation prévue à l'article 36, § 4, peut être introduite dès l'inscription de la demande du certificat d'obtention dans le Registre des demandes prévu à l'article 15. »

§ 6. In geval van kwade trouw kan de rechter de verbeurdverklaring uitspreken ten voordele van de eiser van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt, en die nog in het bezit van de verweerder zijn. Indien de goederen, materialen en werktuigen niet meer in het bezit van de verweerder zijn kan de rechter een vergoeding toekennen waarvan het bedrag gelijk is aan de voor de verkochte goederen, materialen en werktuigen ontvangen prijs. De aldus uitgesproken verbeurdverklaring slorpt de schadevergoeding op ten belope van de waarde van het verbeurdverklaarde. »

Art. 3. Artikel 53 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 53. § 1. Wanneer de rechter een inbreuk op een recht bepaald in artikel 27 vaststelt, beveelt hij tegenover elke inbreukmaker de staking van deze inbreuk.

De rechter kan eveneens een bevel tot staking uitvaardigen tegenover tussenpersonen wier diensten door derden worden gebruikt om inbreuk op een in artikel 27 bepaald recht te plegen.

§ 2. Onverminderd de aan de benadeelde wegens de inbreuk verschuldigde schadevergoeding en zonder schadeloosstelling van welke aard ook, kan de rechter op vordering van de partij die een vordering inzake namaak kan instellen de terugroeping uit het handelsverkeer, de definitieve verwijdering uit het handelsverkeer of de vernietiging gelasten van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt.

Deze maatregelen worden uitgevoerd op kosten van de inbreukmaker, tenzij bijzondere redenen dit beletten.

Bij de beoordeling van een vordering als bedoeld in het eerste lid, wordt rekening gehouden met de evenredigheid tussen de ernst van de inbreuk en de gelaste corrigerende maatregelen, alsmede met de belangen van derden.

§ 3. Wanneer de rechter in de loop van een procedure een inbreuk vaststelt, kan hij, op verzoek van de partij die een vordering inzake namaak kan instellen, de inbreukmaker bevelen al hetgeen hem bekend is omtrent de herkomst en de distributiekanaalen van de inbreukmakende goederen of diensten aan de partij die de vordering instelt mee te delen en haar alle daarop betrekking hebbende gegevens te verstrekken, voor zover die maatregel gerechtvaardigd en redelijk voorkomt.

Eenzelfde bevel kan worden opgelegd aan de persoon die de inbreukmakende goederen op commerciële schaal in zijn bezit heeft, de diensten waardoor een inbreuk wordt gemaakt op commerciële schaal heeft gebruikt, of op commerciële schaal diensten die bij inbreukmakende handelingen worden gebruikt, heeft verleend.

§ 4. De rechter kan bevelen dat zijn beslissing of de samenvatting die hij opstelt wordt aangeplakt tijdens de door hem bepaalde termijn, zowel buiten als binnen de inrichtingen van de inbreukmaker en dat zijn vonnis of de samenvatting ervan in kranten of op enige andere wijze wordt bekendgemaakt, dit alles op kosten van de inbreukmaker. »

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aangebracht aan de wet van 20 mei 1975 tot bescherming van kweekprodukten

Art. 4. Het opschrift van Hoofdstuk V van de wet van 20 mei 1975 tot bescherming van kweekprodukten wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk V. - Handhaving van de rechten »

Art. 5. Artikel 35 van de wet van 20 mei 1975 tot bescherming van kweekprodukten wordt vervangen als volgt :

« Art. 35. § 1. Wordt beschouwd als namaak, elke schending van de in artikelen 21 en 22, tweede lid, omschreven rechten van de houder van een kwekerscertificaat.

§ 2. Een vordering inzake namaak kan worden ingesteld na de verlening van het kwekerscertificaat.

In afwijking van het bepaalde in het vorige lid, kan de in artikel 36, § 4, bepaalde vordering tot staking worden ingesteld vanaf de inschrijving van de aanvraag van het kwekerscertificaat in het Register van de aanvragen als bedoeld in artikel 15. »

Art. 6. L'article 36 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 36. § 1^{er}. Sans préjudice du § 3, la partie lésée a droit à la réparation de tout préjudice qu'elle subit du fait de la contrefaçon.

§ 2. Lorsque l'étendue du préjudice ne peut être déterminée d'aucune autre manière, le juge peut de manière raisonnable et équitable fixer un montant forfaitaire, à titre de dommages et intérêts.

Le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la délivrance à la partie demanderesse des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si la valeur de ces biens, matériaux et instruments dépasse l'étendue du dommage réel, le juge fixe la somme à payer par le demandeur.

En cas de mauvaise foi, le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la cession de tout ou partie du bénéfice réalisé à la suite de l'atteinte, ainsi qu'en reddition de compte à cet égard. Seuls les frais directement liés aux activités de contrefaçon concernées sont portés en déduction pour déterminer le bénéfice à céder.

§ 3. En cas de mauvaise foi, le juge peut prononcer au profit du demandeur la confiscation des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si les biens, matériaux et instruments ne sont plus en possession du défendeur, le juge peut allouer une somme égale au prix reçu pour les biens, matériaux et instruments cédés. La confiscation ainsi prononcée absorbe, en concurrence de la valeur de la confiscation, les dommages et intérêts.

§ 4. Lorsque le juge constate une atteinte, il ordonne la cessation de celle-ci à tout auteur de l'atteinte.

Le juge peut également rendre une injonction de cessation à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte aux droits prévus aux articles 21 et 22, alinéa 2.

§ 5. Sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus à la partie lésée en raison de l'atteinte et sans dédommagement d'aucune sorte, le juge peut ordonner à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon le rappel des circuits commerciaux, la mise à l'écart définitive des circuits commerciaux ou la destruction des biens contrefaisants ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens.

Ces mesures sont mises en œuvre aux frais du contrevenant, à moins que des raisons particulières ne s'y opposent.

Lors de l'appréciation d'une demande visée à l'alinéa 1^{er}, il sera tenu compte de la proportionnalité entre la gravité de l'atteinte et les mesures correctives ordonnées, ainsi que des intérêts des tiers.

§ 6. Lorsque dans le cadre d'une procédure, le juge constate une atteinte, il peut ordonner, à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon, à l'auteur de l'atteinte de fournir à la partie qui introduit cette action toutes les informations dont il dispose concernant l'origine et les réseaux de distribution des biens ou services contrefaisants et de lui communiquer toutes les données s'y rapportant, pour autant qu'il s'agisse d'une mesure justifiée et proportionnée.

Une même injonction peut être faite à la personne qui a été trouvée en possession des biens contrefaisants à l'échelle commerciale, qui a été trouvée en train d'utiliser des services contrefaisants à l'échelle commerciale ou qui a été trouvée en train de fournir, à l'échelle commerciale, des services utilisés dans des activités contrefaisantes.

§ 7. Le juge peut prescrire l'affichage de sa décision ou du résumé qu'il en rédige, pendant le délai qu'il détermine, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des établissements du contrevenant et ordonner la publication de son jugement ou du résumé par la voie de journaux ou de toute autre manière, le tout aux frais du contrevenant. »

Art. 6. Artikel 36 van de dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 36. § 1. Onverminderd § 3 heeft de benadeelde recht op de vergoeding van elke schade die hij door de namaak lijdt.

§ 2. Wanneer de omvang van de schade op geen andere wijze kan bepaald worden, kan de rechter de schadevergoeding in redelijkheid en billijkheid vaststellen op een forfaitair bedrag.

De rechter kan bij wijze van schadevergoeding de afgifte bevelen aan de eiser van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt, en die nog in het bezit van de verweerder zijn. Indien de waarde van die goederen, materialen en werktuigen de omvang van de werkelijke schade overschrijdt, bepaalt de rechter de door de eiser te betalen opleg.

In geval van kwade trouw kan de rechter bij wijze van schadevergoeding de afdracht bevelen van het geheel of een deel van de ten gevolge van de inbreuk genoten winst alsmede tot het afleggen van rekening en verantwoording dienaangaande. Bij het bepalen van de af te dragen winst worden enkel de kosten in mindering gebracht die rechtstreeks verbonden zijn aan de betrokken inbreukactiviteiten.

§ 3. In geval van kwade trouw kan de rechter de verbeurdverklaring uitspreken ten voordele van de eiser van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt, en die nog in het bezit van de verweerder zijn. Indien de goederen, materialen en werktuigen niet meer in het bezit van de verweerder zijn kan de rechter een vergoeding toekennen waarvan het bedrag gelijk is aan de voor de verkochte goederen, materialen en werktuigen ontvangen prijs. De aldus uitgesproken verbeurdverklaring slorpt de schadevergoeding op ten belope van de waarde van het verbeurdverklaarde.

§ 4. Wanneer de rechter een inbreuk vaststelt, spreekt deze tegenover elke inbreukmaker de staking van deze inbreuk uit.

De rechter kan eveneens een bevel tot staking uitvaardigen tegenover tussenpersonen wier diensten door derden worden gebruikt om inbreuk op een in artikel 21 of 22, tweede lid bepaald recht te plegen.

§ 5. Onverminderd de aan de benadeelde wegens de inbreuk verschuldigde schadevergoeding en zonder schadeloosstelling van welke aard ook, kan de rechter op vordering van de partij die een vordering inzake namaak kan instellen de terugroeping uit het handelsverkeer, de definitieve verwijdering uit het handelsverkeer of de vernietiging gelasten van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt.

Deze maatregelen worden uitgevoerd op kosten van de inbreukmaker, tenzij bijzondere redenen dit beletten.

Bij de beoordeling van een vordering als bedoeld in het eerste lid, wordt rekening gehouden met de evenredigheid tussen de ernst van de inbreuk en de gelaste corrigerende maatregelen, alsmede met de belangen van derden.

§ 6. Wanneer de rechter in de loop van een procedure een inbreuk vaststelt, kan hij, op verzoek van de partij die een vordering inzake namaak kan instellen, de inbreukmaker bevelen al hetgeen hem bekend is omtrent de herkomst en de distributiekanaalen van de inbreukmakende goederen of diensten aan de partij die de vordering instelt mee te delen en haar alle daarop betrekking hebbende gegevens te verstrekken, voorzover die maatregel gerechtvaardigd en redelijk voorkomt.

Eenzelfde bevel kan worden opgelegd aan de persoon die de inbreukmakende goederen op commerciële schaal in zijn bezit heeft, de diensten waardoor een inbreuk wordt gemaakt op commerciële schaal heeft gebruikt, of op commerciële schaal diensten die bij inbreukmakende handelingen worden gebruikt, heeft verleend.

§ 7. De rechter kan bevelen dat zijn beslissing of de samenvatting die hij opstelt wordt aangeplakt tijdens de door hem bepaalde termijn, zowel buiten als binnen de inrichtingen van de inbreukmaker en dat zijn vonnis of de samenvatting ervan in kranten of op enige andere wijze wordt bekendgemaakt, dit alles op kosten van de inbreukmaker. »

CHAPITRE IV. — *Modifications apportées à la loi du 10 janvier 1990 concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs*

Art. 7. L'article 13 de la loi du 10 janvier 1990 concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. § 1^{er}. Sans préjudice du § 3, la partie lésée a droit à la réparation de tout préjudice qu'elle subit du fait d'une atteinte au droit exclusif visé à l'article 1^{er}.

§ 2. Lorsque l'étendue du préjudice ne peut être déterminée d'aucune autre manière, le juge peut de manière raisonnable et équitable fixer un montant forfaitaire, à titre de dommages et intérêts.

Le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la délivrance à la partie demanderesse des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si la valeur de ces biens, matériaux et instruments dépasse l'étendue du dommage réel, le juge fixe la somme à payer par le demandeur.

En cas de mauvaise foi, le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la cession de tout ou partie du bénéfice réalisé à la suite de l'atteinte, ainsi qu'en reddition de compte à cet égard. Seuls les frais directement liés aux activités de contrefaçon concernées sont portés en déduction pour déterminer le bénéfice à céder.

§ 3. En cas de mauvaise foi, le juge peut prononcer au profit du demandeur la confiscation des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si les biens, matériaux et instruments ne sont plus en possession du défendeur, le juge peut allouer une somme égale au prix reçu pour les biens, matériaux et instruments cédés. La confiscation ainsi prononcée absorbe, à concurrence de la valeur de la confiscation, les dommages et intérêts. »

Art. 8. L'article 14 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. § 1^{er}. Lorsque le juge constate une atteinte au droit exclusif visé à l'article 1^{er}, il ordonne la cessation de celle-ci à tout auteur de l'atteinte.

Le juge peut également rendre une injonction de cessation à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte au droit exclusif visé à l'article 1^{er}.

§ 2. Sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus à la partie lésée en raison de l'atteinte et sans dédommagement d'aucune sorte, le juge peut ordonner à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon le rappel des circuits commerciaux, la mise à l'écart définitive des circuits commerciaux ou la destruction des biens contrefaisants ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens.

Ces mesures sont mises en œuvre aux frais du contrevenant, à moins que des raisons particulières ne s'y opposent.

Lors de l'appréciation d'une demande visée à l'alinéa 1^{er}, il sera tenu compte de la proportionnalité entre la gravité de l'atteinte et les mesures ordonnées, ainsi que des intérêts des tiers.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen aangebracht aan de wet van 10 januari 1990 betreffende de rechtsbescherming van topografieën van halfgeleiderprodukten*

Art. 7. Artikel 13 van de wet van 10 januari 1990 betreffende de rechtsbescherming van topografieën van halfgeleiderprodukten wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. § 1. Onverminderd § 3 heeft de benadeelde recht op de vergoeding van elke schade die hij door een inbreuk op het in artikel 1 bedoelde exclusief recht lijdt.

§ 2. Wanneer de omvang van de schade op geen andere wijze kan bepaald worden, kan de rechter de schadevergoeding in redelijkheid en billijkheid vaststellen op een forfaitair bedrag.

De rechter kan bij wijze van schadevergoeding de afgifte bevelen aan de eiser van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt, en die nog in het bezit van de verweerder zijn. Indien de waarde van die goederen, materialen en werktuigen de omvang van de werkelijke schade overschrijdt, bepaalt de rechter de door de eiser te betalen opleg.

In geval van kwade trouw kan de rechter bij wijze van schadevergoeding de afdracht bevelen van het geheel of een deel van de ten gevolge van de inbreuk genoten winst alsmede tot het afleggen van rekening en verantwoording dienaangaande. Bij het bepalen van de af te dragen winst worden enkel de kosten in mindering gebracht die rechtstreeks verbonden zijn aan de betrokken inbreukactiviteiten.

§ 3. In geval van kwade trouw kan de rechter de verbeurdverklaring uitspreken ten voordele van de eiser van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt, en die nog in het bezit van de verweerder zijn. Indien de goederen, materialen en werktuigen niet meer in het bezit van de verweerder zijn kan de rechter een vergoeding toekennen waarvan het bedrag gelijk is aan de voor de verkochte goederen, materialen en werktuigen ontvangen prijs. De aldus uitgesproken verbeurdverklaring slurpt de schadevergoeding op ten belope van de waarde van het verbeurdverklaarde. »

Art. 8. Artikel 14 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. § 1. Wanneer de rechter een inbreuk op het in artikel 1 bedoelde exclusief recht vaststelt, beveelt deze tegenover elke inbreukmaker de staking van deze inbreuk.

De rechter kan eveneens een bevel tot staking uitvaardigen tegenover tussenpersonen wier diensten door derden worden gebruikt om inbreuk op het in artikel 1 bedoelde exclusief recht te plegen.

§ 2. Onverminderd de aan de benadeelde wegens de inbreuk verschuldigde schadevergoeding en zonder schadeloosstelling van welke aard ook, kan de rechter op vordering van de partij die een vordering inzake namaak kan instellen de terugroeping uit het handelsverkeer, de definitieve verwijdering uit het handelsverkeer of de vernietiging gelasten van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt.

Deze maatregelen worden uitgevoerd op kosten van de inbreukmaker, tenzij bijzondere redenen dit beletten.

Bij de beoordeling van een vordering als bedoeld in het eerste lid, wordt rekening gehouden met de evenredigheid tussen de ernst van de inbreuk en de gelaste maatregelen, alsmede met de belangen van derden.

§ 3. Lorsque dans le cadre d'une procédure, le juge constate une atteinte, il peut ordonner, à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon, à l'auteur de l'atteinte de fournir à la partie qui introduit cette action toutes les informations dont il dispose concernant l'origine et les réseaux de distribution des biens ou services contrefaisants et de lui communiquer toutes les données s'y rapportant, pour autant qu'il s'agisse d'une mesure justifiée et proportionnée.

Une même injonction peut être faite à la personne qui a été trouvée en possession des biens contrefaisants à l'échelle commerciale, qui a été trouvée en train d'utiliser des services contrefaisants à l'échelle commerciale ou qui a été trouvée en train de fournir, à l'échelle commerciale, des services utilisés dans des activités contrefaisantes.

§ 4. Le juge peut prescrire l'affichage de sa décision ou du résumé qu'il en rédige, pendant le délai qu'il détermine, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des établissements du contrevenant et ordonner la publication de son jugement ou du résumé par la voie de journaux ou de toute autre manière, le tout aux frais du contrevenant. »

CHAPITRE V. — *Modifications apportées à la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins*

Art. 9. L'article 6, alinéa 2, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, est remplacé par la disposition suivante :

« Est présumé auteur, sauf preuve contraire, quiconque apparaît comme tel sur l'œuvre, sur une reproduction de l'œuvre, ou en relation avec une communication au public de celle-ci, du fait de la mention de son nom ou d'un sigle permettant de l'identifier. »

Art. 10. A l'article 35 de la même loi, modifié par la loi du 22 mai 2005, il est inséré un § 1^{er}bis, rédigé comme suit :

« § 1^{er}bis. Est présumé artiste-interprète ou exécutant, sauf preuve contraire, quiconque apparaît comme tel sur la prestation, sur une reproduction de la prestation, ou en relation avec une communication au public de celle-ci, du fait de la mention de son nom ou d'un sigle permettant de l'identifier. »

Art. 11. A l'article 39 de la même loi, modifié par la loi du 22 mai 2005, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Est présumé producteur de phonogrammes ou de premières fixations de films, sauf preuve contraire, quiconque apparaît comme tel sur la prestation, sur une reproduction de la prestation, ou en relation avec une communication au public de celle-ci, du fait de la mention de son nom ou d'un sigle permettant de l'identifier. »

Art. 12. A l'article 44 de la même loi, modifié par la loi du 22 mai 2005, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Est présumé organisme de radiodiffusion, sauf preuve contraire, quiconque apparaît comme tel sur la prestation, sur une reproduction de la prestation, ou en relation avec une communication au public de celle-ci, du fait de la mention de son nom ou d'un sigle permettant de l'identifier. »

Art. 13. Dans la même loi, au Chapitre VIII, Section 3, est inséré un article 86bis, libellé comme suit :

« Art. 86bis. § 1^{er}. Sans préjudice du § 3, la partie lésée a droit à la réparation de tout préjudice qu'elle subit du fait de l'atteinte à un droit d'auteur ou droit voisin.

§ 3. Wanneer de rechter in de loop van een procedure een inbreuk vaststelt, kan hij, op verzoek van de partij die een vordering inzake namaak kan instellen, de inbreukmaker bevelen al hetgeen hem bekend is omtrent de herkomst en de distributiekkanalen van de inbreukmakende goederen of diensten aan de partij die de vordering instelt mee te delen en haar alle daarop betrekking hebbende gegevens te verstrekken, voor zover die maatregel gerechtvaardigd en redelijk voorkomt.

Eenzelfde bevel kan worden opgelegd aan de persoon die de inbreukmakende goederen op commerciële schaal in zijn bezit heeft, de diensten waardoor een inbreuk wordt gemaakt op commerciële schaal heeft gebruikt, of op commerciële schaal diensten die bij inbreukmakende handelingen worden gebruikt, heeft verleend.

§ 4. De rechter kan bevelen dat zijn beslissing of de samenvatting die hij opstelt wordt aangeplakt tijdens de door hem bepaalde termijn, zowel buiten als binnen de inrichtingen van de inbreukmaker en dat zijn vonnis of de samenvatting ervan in kranten of op enige andere wijze wordt bekendgemaakt, dit alles op kosten van de inbreukmaker. »

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen aangebracht aan de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten*

Art. 9. Artikel 6, tweede lid, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, wordt vervangen als volgt :

« Tenzij het tegendeel is bewezen, wordt een ieder als auteur aangemerkt wiens naam of letterwoord waarmee hij te identificeren is als dusdanig op het werk, op een reproductie van het werk, of bij een mededeling aan het publiek ervan wordt vermeld. »

Art. 10. In artikel 35 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 mei 2005, wordt een § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. Tenzij het tegendeel is bewezen, wordt een ieder als uitvoerend kunstenaar aangemerkt wiens naam of letterwoord waarmee hij te identificeren is als dusdanig op de prestatie, op een reproductie van de prestatie, of bij een mededeling aan het publiek ervan wordt vermeld. »

Art. 11. Artikel 39 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 mei 2005, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidende :

« § 2. Tenzij het tegendeel is bewezen, wordt een ieder als de producent van fonogrammen of van eerste vastleggingen van films aangemerkt wiens naam of letterwoord waarmee hij te identificeren is als dusdanig op de prestatie, op een reproductie van de prestatie, of bij een mededeling aan het publiek ervan wordt vermeld. »

Art. 12. Artikel 44 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 mei 2005, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt aangevuld met een § 2, luidende :

« § 2. Tenzij het tegendeel is bewezen, wordt een ieder als de omroeporganisatie aangemerkt wiens naam of letterwoord waarmee hij te identificeren is als dusdanig op de prestatie, op een reproductie van de prestatie, of bij een mededeling aan het publiek ervan wordt vermeld. »

Art. 13. In dezelfde wet, wordt in Hoofdstuk VIII, Afdeling 3, een artikel 86bis ingevoegd, luidende :

« Art. 86bis. § 1. Onverminderd § 3 heeft de benadeelde recht op de vergoeding van elke schade die hij door een inbreuk op een auteursrecht of naburig recht lijdt.

§ 2. Lorsque l'étendue du préjudice ne peut être déterminée d'aucune autre manière, le juge peut de manière raisonnable et équitable fixer un montant forfaitaire, à titre de dommages et intérêts.

Le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la délivrance à la partie demanderesse des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si la valeur de ces biens, matériaux et instruments dépasse l'étendue du dommage réel, le juge fixe la somme à payer par le demandeur.

En cas de mauvaise foi, le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la cession de tout ou partie du bénéfice réalisé à la suite de l'atteinte, ainsi qu'en reddition de compte à cet égard. Seuls les frais directement liés aux activités de contrefaçon concernées sont portés en déduction pour déterminer le bénéfice à céder.

§ 3. En cas de mauvaise foi, le juge peut prononcer au profit du demandeur la confiscation des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si les biens, matériaux et instruments ne sont plus en possession du défendeur, le juge peut allouer une somme égale au prix reçu pour les biens, matériaux et instruments cédés. La confiscation ainsi prononcée absorbe, à concurrence de la valeur de la confiscation, les dommages et intérêts. »

Art. 14. Dans la même loi, au Chapitre VIII, Section 3, est inséré un article 86ter, libellé comme suit :

« Art. 86ter. § 1^{er}. Lorsque le juge constate une atteinte au droit d'auteur ou à un droit voisin, il ordonne la cessation de celle-ci à tout auteur de l'atteinte.

Le juge peut également rendre une injonction de cessation à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte au droit d'auteur ou à un droit voisin.

§ 2. Sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus à la partie lésée à raison de l'atteinte et sans dédommagement d'aucune sorte, le juge peut ordonner à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon le rappel des circuits commerciaux, la mise à l'écart définitive des circuits commerciaux ou la destruction des biens contrefaisants ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens.

Ces mesures sont mises en œuvre aux frais du contrevenant, à moins que des raisons particulières ne s'y opposent.

Lors de l'appréciation d'une demande telle que visée à l'alinéa 1^{er}, il sera tenu compte de la proportionnalité entre la gravité de l'atteinte et les mesures ordonnées, ainsi que des intérêts des tiers.

§ 3. Lorsque dans le cadre d'une procédure, le juge constate une atteinte, il peut ordonner, à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon, à l'auteur de l'atteinte de fournir à la partie qui introduit cette action toutes les informations dont il dispose concernant l'origine et les réseaux de distribution des biens ou services contrefaisants et de lui communiquer toutes les données s'y rapportant, pour autant qu'il s'agisse d'une mesure justifiée et proportionnée.

Une même injonction peut être faite à la personne qui a été trouvée en possession des biens contrefaisants à l'échelle commerciale, qui a été trouvée en train d'utiliser des services contrefaisants à l'échelle commerciale ou qui a été trouvée en train de fournir, à l'échelle commerciale, des services utilisés dans des activités contrefaisantes.

§ 4. Le juge peut prescrire l'affichage de sa décision ou du résumé qu'il en rédige, pendant le délai qu'il détermine, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des établissements du contrevenant et ordonner la publication de son jugement ou du résumé par la voie de journaux ou de toute autre manière, le tout aux frais du contrevenant. »

§ 2. Wanneer de omvang van de schade op geen andere wijze kan bepaald worden, kan de rechter de schadevergoeding in redelijkheid en billijkheid vaststellen op een forfaitair bedrag.

De rechter kan bij wijze van schadevergoeding de afgifte bevelen aan de eiser van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt, en die nog in het bezit van de verweerder zijn. Indien de waarde van die goederen, materialen en werktuigen de omvang van de werkelijke schade overschrijdt, bepaalt de rechter de door de eiser te betalen opleg.

In geval van kwade trouw kan de rechter bij wijze van schadevergoeding de afdracht bevelen van het geheel of een deel van de ten gevolge van de inbreuk genoten winst alsmede tot het afleggen van rekening en verantwoording dienaangaande. Bij het bepalen van de af te dragen winst worden enkel de kosten in mindering gebracht die rechtstreeks verbonden zijn aan de betrokken inbreukactiviteiten.

§ 3. In geval van kwade trouw kan de rechter de verbeurdverklaring uitspreken ten voordele van de eiser van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt, en die nog in het bezit van de verweerder zijn. Indien de goederen, materialen en werktuigen niet meer in het bezit van de verweerder zijn kan de rechter een vergoeding toekennen waarvan het bedrag gelijk is aan de voor de verkochte goederen, materialen en werktuigen ontvangen prijs. De aldus uitgesproken verbeurdverklaring slorpt de schadevergoeding op ten belope van de waarde van het verbeurdverklaarde. »

Art. 14. In dezelfde wet, wordt in Hoofdstuk VIII, Afdeling 3, een artikel 86ter ingevoegd, luidende :

« Art. 86ter. § 1. Wanneer de rechter een inbreuk op het auteursrecht of een naburig recht vaststelt, beveelt hij tegenover elke inbreukmaker de staking van deze inbreuk.

De rechter kan eveneens een bevel tot staking uitvaardigen tegenover tussenpersonen wier diensten door derden worden gebruikt om inbreuk op het auteursrecht of op een naburig recht te plegen.

§ 2. Onverminderd de aan de benadeelde wegens de inbreuk verschuldigde schadevergoeding en zonder schadeloosstelling van welke aard ook, kan de rechter op vordering van de partij die een vordering inzake namaak kan instellen de terugroeping uit het handelsverkeer, de definitieve verwijdering uit het handelsverkeer of de vernietiging gelasten van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt.

Deze maatregelen worden uitgevoerd op kosten van de inbreukmaker, tenzij bijzondere redenen dit beletten.

Bij de beoordeling van een vordering als bedoeld in het eerste lid, wordt rekening gehouden met de evenredigheid tussen de ernst van de inbreuk en de gelaste maatregelen, alsmede met de belangen van derden.

§ 3. Wanneer de rechter in de loop van een procedure een inbreuk vaststelt, kan hij, op verzoek van de partij die een vordering inzake namaak kan instellen, de inbreukmaker bevelen al hetgeen hem bekend is omtrent de herkomst en de distributiekanalen van de inbreukmakende goederen of diensten aan de partij die de vordering instelt mee te delen en haar alle daarop betrekking hebbende gegevens te verstrekken, voor zover die maatregel gerechtvaardigd en redelijk voorkomt.

Eenzelfde bevel kan worden opgelegd aan de persoon die de inbreukmakende goederen op commerciële schaal in zijn bezit heeft, de diensten waardoor een inbreuk wordt gemaakt op commerciële schaal heeft gebruikt, of op commerciële schaal diensten die bij inbreukmakende handelingen worden gebruikt, heeft verleend.

§ 4. De rechter kan bevelen dat zijn beslissing of de samenvatting die hij opstelt wordt aangeplakt tijdens de door hem bepaalde termijn, zowel buiten als binnen de inrichtingen van de inbreukmaker en dat zijn vonnis of de samenvatting ervan in kranten of op enige andere wijze wordt bekendgemaakt, dit alles op kosten van de inbreukmaker. »

CHAPITRE VI. — *Modifications apportées à la loi du 30 juin 1994 transposant en droit belge la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur*

Art. 15. A l'article 10 de la loi du 30 juin 1994 transposant en droit belge la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur, le texte néerlandais du premier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« De inbreuken op het auteursrecht inzake een computerprogramma worden gesanctioneerd overeenkomstig de wet. »

CHAPITRE VII. — *Modifications apportées à la loi du 31 août 1998 transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données*

Art. 16. Au chapitre II de la loi du 31 août 1998 transposant en droit belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données, est insérée une Section 5^{ter} comprenant les articles 12^{quater} et 12^{quinquies}, libellée comme suit :

« Section 5^{ter}. Respect des droits

Art. 12^{quater}. § 1^{er}. Sans préjudice du § 3, la partie lésée a droit à la réparation de tout préjudice qu'elle subit du fait de l'atteinte au droit d'un producteur d'une base de données.

§ 2. Lorsque l'étendue du préjudice ne peut être déterminée d'aucune autre manière, le juge peut de manière raisonnable et équitable fixer un montant forfaitaire, à titre de dommages et intérêts.

Le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la délivrance à la partie demanderesse des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si la valeur de ces biens, matériaux et instruments dépasse l'étendue du dommage réel, le juge fixe la somme à payer par le demandeur.

En cas de mauvaise foi, le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la cession de tout ou partie du bénéfice réalisé à la suite de l'atteinte, ainsi qu'en reddition de compte à cet égard. Seuls les frais directement liés aux activités de contrefaçon concernées sont portés en déduction pour déterminer le bénéfice à céder.

§ 3. En cas de mauvaise foi, le juge peut prononcer au profit du demandeur la confiscation des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si les biens, matériaux et instruments ne sont plus en possession du défendeur, le juge peut allouer une somme égale au prix reçu pour les biens, matériaux et instruments cédés. La confiscation ainsi prononcée absorbe, à concurrence de la valeur de la confiscation, les dommages et intérêts.

Art. 12^{quinquies}. § 1^{er}. Lorsque le juge constate une atteinte au droit d'un producteur d'une base de données, il ordonne la cessation de celle-ci à tout auteur de l'atteinte.

Le juge peut également rendre une injonction de cessation à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte au droit d'un producteur d'une base de données.

§ 2. Sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus à la partie lésée en raison de l'atteinte et sans dédommagement d'aucune sorte, le juge peut ordonner à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon le rappel des circuits commerciaux, la mise à l'écart définitive des circuits commerciaux ou la destruction des biens contrefaisants ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingen aangebracht aan de wet van 30 juni 1994 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's*

Art. 15. In artikel 10 van de wet van 30 juni 1994 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's, wordt de Nederlandse tekst van het eerste lid vervangen als volgt :

« De inbreuken op het auteursrecht inzake een computerprogramma worden gesanctioneerd overeenkomstig de wet. »

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen aangebracht aan de wet van 31 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken*

Art. 16. In hoofdstuk II van de wet van 31 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken wordt een Afdeling 5^{ter} ingevoegd, die de artikelen 12^{quater} en 12^{quinquies} omvat, luidende :

« Afdeling 5^{ter}. Handhaving van de rechten

Art. 12^{quater}. § 1. Onverminderd § 3 heeft de benadeelde recht op de vergoeding van elke schade die hij door de inbreuk op het recht van een producent van een databank lijdt.

§ 2. Wanneer de omvang van de schade op geen andere wijze kan bepaald worden, kan de rechter de schadevergoeding in redelijkheid en billijkheid vaststellen op een forfaitair bedrag.

De rechter kan bij wijze van schadevergoeding de afgifte bevelen aan de eiser van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt, en die nog in het bezit van de verweerder zijn. Indien de waarde van die goederen, materialen en werktuigen de omvang van de werkelijke schade overschrijdt, bepaalt de rechter de door de eiser te betalen opleg.

In geval van kwade trouw kan de rechter bij wijze van schadevergoeding de afdracht bevelen van het geheel of een deel van de ten gevolge van de inbreuk genoten winst alsmede tot het afleggen van rekening en verantwoording dienaangaande. Bij het bepalen van de af te dragen winst worden enkel de kosten in mindering gebracht die rechtstreeks verbonden zijn aan de betrokken inbreukactiviteiten.

§ 3. In geval van kwade trouw kan de rechter de verbeurdverklaring uitspreken ten voordele van de eiser van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt, en die nog in het bezit van de verweerder zijn. Indien de goederen, materialen en werktuigen niet meer in het bezit van de verweerder zijn kan de rechter een vergoeding toekennen waarvan het bedrag gelijk is aan de voor de verkochte goederen, materialen en werktuigen ontvangen prijs. De aldus uitgesproken verbeurdverklaring slorpt de schadevergoeding op ten belope van de waarde van het verbeurdverklaarde.

Art. 12^{quinquies}. § 1. Wanneer de rechter een inbreuk op het recht van een producent van een databank vaststelt, beveelt hij tegenover elke inbreukmaker de staking van deze inbreuk.

De rechter kan eveneens een bevel tot staking uitvaardigen tegenover tussenpersonen wier diensten door derden worden gebruikt om inbreuk op het recht van een producent van een databank te plegen.

§ 2. Onverminderd de aan de benadeelde wegens de inbreuk verschuldigde schadevergoeding en zonder schadeloosstelling van welke aard ook, kan de rechter op vordering van de partij die een vordering inzake namaak kan instellen de terugroeping uit het handelsverkeer, de definitieve verwijdering uit het handelsverkeer of de vernietiging gelasten van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt.

Ces mesures sont mises en œuvre aux frais du contrevenant, à moins que des raisons particulières ne s'y opposent.

Lors de l'appréciation d'une demande telle que visée à l'alinéa 1^{er}, il sera tenu compte de la proportionnalité entre la gravité de l'atteinte et les mesures ordonnées, ainsi que des intérêts des tiers.

§ 3. Lorsque dans le cadre d'une procédure, le juge constate une atteinte, il peut ordonner, à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon, à l'auteur de l'atteinte de fournir à la partie qui introduit cette action toutes les informations dont il dispose concernant l'origine et les réseaux de distribution des biens ou services contrefaisants et de lui communiquer toutes les données s'y rapportant, pour autant qu'il s'agisse d'une mesure justifiée et proportionnée.

Une même injonction peut être faite à la personne qui a été trouvée en possession des biens contrefaisants à l'échelle commerciale, qui a été trouvée en train d'utiliser des services contrefaisants à l'échelle commerciale ou qui a été trouvée en train de fournir, à l'échelle commerciale, des services utilisés dans des activités contrefaisantes.

§ 4. Le juge peut prescrire l'affichage de sa décision ou du résumé qu'il en rédige, pendant le délai qu'il détermine, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des établissements du contrevenant et ordonner la publication de son jugement ou du résumé par la voie de journaux ou de toute autre manière, le tout aux frais du contrevenant. »

CHAPITRE VIII. — *Modifications apportées à la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur*

Art. 17. Dans la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, est inséré un article 21*bis*, libellé comme suit :

« Art. 21*bis*. § 1^{er}. La partie lésée a droit à la réparation de tout préjudice qu'elle subit du fait d'une atteinte à l'article 20 ou 21.

§ 2. Lorsque l'étendue du préjudice ne peut être déterminée d'aucune autre manière, le juge peut de manière raisonnable et équitable fixer un montant forfaitaire, à titre de dommages et intérêts.

Le juge peut, à titre de dommages et intérêts, ordonner la délivrance à la partie demanderesse des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens, et qui sont encore en possession du défendeur. Si la valeur de ces biens, matériaux et instruments dépasse l'étendue du dommage réel, le juge fixe la somme à payer par le demandeur.

En cas de mauvaise foi, le juge peut, à titre de dommages-intérêts, ordonner la cession de tout ou partie du bénéfice réalisé à la suite de l'atteinte, ainsi qu'en reddition de compte à cet égard. Seuls les frais directement liés aux activités de contrefaçon concernées sont portés en déduction pour déterminer le bénéfice à céder. »

Art. 18. Dans la même loi, est inséré un article 21*ter*, libellé comme suit :

« Art. 21*ter*. § 1^{er}. Lorsque le juge constate une atteinte à l'article 20 ou 21, il ordonne la cessation de celle-ci à tout auteur de l'atteinte.

Deze maatregelen worden uitgevoerd op kosten van de inbreukmaker, tenzij bijzondere redenen dit beletten.

Bij de beoordeling van een vordering als bedoeld in het eerste lid, wordt rekening gehouden met de evenredigheid tussen de ernst van de inbreuk en de gelaste maatregelen, alsmede met de belangen van derden.

§ 3. Wanneer de rechter in de loop van een procedure een inbreuk vaststelt, kan hij, op verzoek van de partij die een vordering inzake namaak kan instellen, de inbreukmaker bevelen al hetgeen hem bekend is omtrent de herkomst en de distributiekanaalen van de inbreukmakende goederen of diensten aan de partij die de vordering instelt mee te delen en haar alle daarop betrekking hebbende gegevens te verstrekken, voor zover die maatregel gerechtvaardigd en redelijk voorkomt.

Eenzelfde bevel kan worden opgelegd aan de persoon die de inbreukmakende goederen op commerciële schaal in zijn bezit heeft, de diensten waardoor een inbreuk wordt gemaakt op commerciële schaal heeft gebruikt, of op commerciële schaal diensten die bij inbreukmakende handelingen worden gebruikt, heeft verleend.

§ 4. De rechter kan bevelen dat zijn beslissing of de samenvatting die hij opstelt wordt aangeplakt tijdens de door hem bepaalde termijn, zowel buiten als binnen de inrichtingen van de inbreukmaker en dat zijn vonnis of de samenvatting ervan in kranten of op enige andere wijze wordt bekendgemaakt, dit alles op kosten van de inbreukmaker. »

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingen aangebracht aan de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument*

Art. 17. In de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument wordt een artikel 21*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 21*bis*. § 1. De benadeelde heeft recht op de vergoeding van elke schade die hij door een inbreuk op artikel 20 of 21 lijdt.

§ 2. Wanneer de omvang van de schade op geen andere wijze kan bepaald worden, kan de rechter de schadevergoeding in redelijkheid en billijkheid vaststellen op een forfaitair bedrag.

De rechter kan bij wijze van schadevergoeding de afgifte bevelen aan de eiser van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt, en die nog in het bezit van de verweerder zijn. Indien de waarde van die goederen, materialen en werktuigen de omvang van de werkelijke schade overschrijdt, bepaalt de rechter de door de eiser te betalen opleg.

In geval van kwade trouw kan de rechter bij wijze van schadevergoeding de afdracht bevelen van het geheel of een deel van de ten gevolge van de inbreuk genoten winst alsmede tot het afleggen van rekening en verantwoording dienaangaande. Bij het bepalen van de af te dragen winst worden enkel de kosten in mindering gebracht die rechtstreeks verbonden zijn aan de betrokken inbreukactiviteiten. »

Art. 18. In dezelfde wet wordt een artikel 21*ter* ingevoegd, luidende :

« Art. 21*ter*. § 1. Wanneer de rechter een inbreuk op artikel 20 of 21 vaststelt, beveelt deze tegenover elke inbreukmaker de staking van deze inbreuk.

Le juge peut également rendre une injonction de cessation à l'encontre des intermédiaires dont les services sont utilisés par un tiers pour porter atteinte à l'article 20 ou 21.

§ 2. Sans préjudice des éventuels dommages et intérêts dus à la partie lésée en raison de l'atteinte et sans dédommagement d'aucune sorte, le juge peut ordonner à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon le rappel des circuits commerciaux, la mise à l'écart définitive des circuits commerciaux ou la destruction des biens contrefaisants, ainsi que, dans les cas appropriés, des matériaux et instruments ayant principalement servi à la création ou à la fabrication de ces biens.

Ces mesures sont mises en œuvre aux frais du contrevenant, à moins que des raisons particulières ne s'y opposent.

Lors de l'appréciation d'une demande visée à l'alinéa 1^{er}, il sera tenu compte de la proportionnalité entre la gravité de l'atteinte et les mesures ordonnées, ainsi que des intérêts des tiers.

§ 3. Lorsque dans le cadre d'une procédure, le juge constate une atteinte, il peut ordonner, à la demande de la partie habilitée à agir en contrefaçon, à l'auteur de l'atteinte de fournir à la partie qui introduit cette action toutes les informations dont elle dispose concernant l'origine et les réseaux de distribution des biens ou services contrefaisants et de lui communiquer toutes les données s'y rapportant, pour autant qu'il s'agisse d'une mesure justifiée et proportionnée.

Une même injonction peut être faite à la personne qui a été trouvée en possession des biens contrefaisants à l'échelle commerciale, qui a été trouvée en train d'utiliser des services contrefaisants à l'échelle commerciale ou qui a été trouvée en train de fournir, à l'échelle commerciale, des services utilisés dans des activités contrefaisantes.

§ 4. Le juge peut prescrire l'affichage de sa décision ou du résumé qu'il en rédige, pendant le délai qu'il détermine, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur des établissements du contrevenant et ordonner la publication de son jugement ou du résumé par la voie de journaux ou de toute autre manière, le tout aux frais du contrevenant. »

CHAPITRE IX. — Entrée en vigueur

Art. 19. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

La Ministre du Budget
et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGEN

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Références 2006/2007 :*

Chambre des représentants :

Documents. — N° 1 : Projet de loi. — N° 2 : Rapport. — N° 3 : Texte corrigé par la commission. — N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 22 mars 2007.

Sénat.

Documents. — N° 1 : Projet évoqué par le Sénat. — N° 2 : Rapport. — N° 3 : Décision de ne pas amender.

Annales du Sénat : 19 avril 2007.

De rechter kan eveneens een bevel tot staking uitvaardigen tegenover tussenpersonen wier diensten door derden worden gebruikt om inbreuk op artikel 20 of 21 te plegen.

§ 2. Onverminderd de aan de benadeelde wegens de inbreuk verschuldigde schadevergoeding en zonder schadeloosstelling van welke aard ook, kan de rechter op vordering van de partij die een vordering inzake namaak kan instellen de terugroeping uit het handelsverkeer, de definitieve verwijdering uit het handelsverkeer of de vernietiging gelasten van de inbreukmakende goederen, alsmede, in passende gevallen, van de materialen en werktuigen die voornamelijk bij de schepping of vervaardiging van die goederen zijn gebruikt.

Deze maatregelen worden uitgevoerd op kosten van de inbreukmaker, tenzij bijzondere redenen dit beletten.

Bij de beoordeling van een vordering als bedoeld in het eerste lid, wordt rekening gehouden met de evenredigheid tussen de ernst van de inbreuk en de gelaste maatregelen, alsmede met de belangen van derden.

§ 3. Wanneer de rechter in de loop van een procedure een inbreuk vaststelt, kan hij, op verzoek van de partij die een vordering inzake namaak kan instellen, de inbreukmaker bevelen al hetgeen hem bekend is omtrent de herkomst en de distributiekanaalen van de inbreukmakende goederen of diensten aan de partij die de vordering instelt mee te delen en haar alle daarop betrekking hebbende gegevens te verstrekken, voor zover die maatregel gerechtvaardigd en redelijk voorkomt.

Eenzelfde bevel kan worden opgelegd aan de persoon die de inbreukmakende goederen op commerciële schaal in zijn bezit heeft, de diensten waardoor een inbreuk wordt gemaakt op commerciële schaal heeft gebruikt, of op commerciële schaal diensten die bij inbreukmakende handelingen worden gebruikt, heeft verleend.

§ 4. De rechter kan bevelen dat zijn beslissing of de samenvatting die hij opstelt wordt aangeplakt tijdens de door hem bepaalde termijn, zowel buiten als binnen de inrichtingen van de inbreukmaker en dat zijn vonnis of de samenvatting ervan in kranten of op enige andere wijze wordt bekendgemaakt, dit alles op kosten van de inbreukmaker. »

HOOFDSTUK IX. — Inwerkingtreding

Art. 19. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting
en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie,
M. VERWILGEN

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Verwijzingen 2006/2007 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Nr. 1 : Wetsontwerp. — Nr. 2 : Verslag. — Nr. 3 : Tekst verbeterd door de commissie. — Nr. 4 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Integraal Verslag : 22 maart 2007.

Senaat.

Stukken. — Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat. — Nr. 2 : Verslag. — Nr. 3 : Beslissing om niet te amenderen.

Handelingen van de Senaat : 19 april 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 1979 (2007 — 1904) [2007/11256]

9 MAI 2007. — Loi relative aux aspects civils de la protection des droits de propriété intellectuelle. — ErratumAu *Moniteur belge* du 10 mai 2007, 2^e édition, p. 25704, l'intitulé de la loi doit être lu comme ci-dessus.FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 1979 (2007 — 1904) [2007/11256]

9 MEI 2007. — Wet betreffende de burgerrechtelijke aspecten van de bescherming van intellectuele eigendomsrechten. — ErratumIn het *Belgisch Staatsblad* van 10 mei 2007, 2^e uitgave, bl. 25704, moet de hoofding van de wet gelezen worden als hierboven.**AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN**SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C — 2007/03237]

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal portant nomination de membres du conseil de surveillance de la Commission bancaire, financière et des AssurancesALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, notamment l'article 48, § 2 tel qu'il a été modifié par l'article 163 de la loi programme du 27 avril 2007;

Considérant notamment la nomination de M. Didier Matray en tant que membre du Conseil de régence de la Banque nationale de Belgique ainsi que la perte de cette qualité dans le chef de Messieurs Jean-Pierre Hansen et Christian Dumolin;

Considérant par ailleurs l'extension de l'âge limite pour l'exercice des fonctions de membre du conseil de surveillance de la Commission bancaire, financière et des Assurances, tel que prévu par l'article 52 de la loi précitée du 2 août 2002, modifié par l'article 166 de la loi programme du 27 avril 2007;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Économie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'exercice du mandat de membre du conseil de surveillance de la Commission bancaire, financière et des Assurances nommé en qualité de membre du Conseil de Régence de la Banque Nationale de Belgique de M. Jean-Pierre Hansen prend fin au jour de la perte de sa qualité de membre du Conseil de Régence de la Banque Nationale de Belgique.**Art. 2.** M. Didier Matray est déchargé, à sa demande, de ses fonctions de membre du conseil de surveillance de la Commission bancaire, financière et des Assurances.

M. Didier Matray est nommé, en sa qualité de membre du Conseil de Régence de la Banque Nationale de Belgique, membre du conseil de surveillance de la Commission bancaire, financière et des Assurances en remplacement de M. Jean-Pierre Hansen dont il termine le mandat.

Art. 3. M. Christian Dumolin est déchargé de ses fonctions de membre du conseil de surveillance de la Commission bancaire, financière et des Assurances nommé en qualité de membre du Conseil de Régence de la Banque Nationale de Belgique au jour de la perte de sa qualité de membre du Conseil de Régence de la Banque Nationale de Belgique.FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C — 2007/03237]

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit houdende benoeming van leden van de raad van toezicht van de Commissie voor het Bank-, Financie- en AssurantiewezenALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, inzonderheid op artikel 48, § 2 als gewijzigd bij artikel 163 van de programmawet van 27 april 2007;

Overwegende inzonderheid dat de heer Didier Matray benoemd is tot lid van de Regentenraad van de Nationale Bank van België en dat de heren Jean-Pierre Hansen en Christian Dumolin deze hoedanigheid niet langer bezitten;

Overwegende voorts dat de leeftijdsgrens is verhoogd voor de uitoefening van de functies van lid van de raad van toezicht van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen, als vastgelegd in artikel 52 van de voormelde wet van 2 augustus 2002, gewijzigd bij artikel 166 van de programmawet van 27 april 2007;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De uitoefening van het mandaat van de heer Jean-Pierre Hansen van lid van de raad van toezicht van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen benoemd in de hoedanigheid van lid van de Regentenraad van de Nationale Bank van België, neemt een eind de dag dat hij zijn hoedanigheid van lid van de Regentenraad van de Nationale Bank van België verliest.**Art. 2.** De heer Didier Matray wordt op zijn verzoek ontheven uit zijn functies van lid van de raad van toezicht van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen.

De heer Didier Matray wordt, in zijn hoedanigheid van lid van de Regentenraad van de Nationale Bank van België, benoemd tot lid van de raad van toezicht van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen ter vervanging van de heer Jean-Pierre Hansen wiens mandaat hij voleindigt.

Art. 3. De heer Christian Dumolin wordt ontheven uit zijn functies van lid van de raad van toezicht van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen benoemd in de hoedanigheid van lid van de Regentenraad van de Nationale Bank van België, de dag dat hij zijn hoedanigheid van lid van de Regentenraad van de Nationale Bank van België verliest.